

Les membres de l'OMC doivent se concentrer sur la récolte hâtive, la facilitation des échanges

La réunion du Conseil général du 1^{er} mai a permis au directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, d'informer l'ensemble des membres des plus récentes activités, et ce plus particulièrement depuis la réunion du Conseil général de vendredi dernier, au cours de laquelle les délégués sont convenus de s'attaquer aux questions étape par étape afin de tirer parti des résultats à portée de main et de réexaminer celles pour lesquelles il reste des divergences considérables.

Lors de la réunion, on a demandé aux présidents de tous les groupes de négociation de remanier leurs programmes de travail respectifs afin de prendre en compte la nouvelle approche simplifiée. Le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges (GNFE) et la séance spéciale sur le Mémoire d'accord sur le règlement des différends (MARD) ont fait exception, car ces groupes ont déjà élaboré des programmes de travail détaillés.

M. Lamy a également abordé la récente conférence des ministres du Commerce du G-20 qui s'est déroulée à Puerto Vallarta, au Mexique, et qui portait essentiellement sur les chaînes de valeur mondiales et leur importance pour l'évaluation de la croissance et de la création d'emplois. Il a ajouté que les participants y ont insisté sur l'importance de la facilitation des échanges, des services et des moyens financiers du commerce pour améliorer les chaînes de valeur mondiales.

S'agissant de la facilitation des échanges, qui a été décrite comme un enjeu dont les pays développés et en développement peuvent tous deux sortir gagnants, les membres ont conclu avec succès la première étape de leur plan de travail en s'entendant sur le nouveau libellé qui sera intégré à la nouvelle version du projet de texte de négociation codifié, de déclarer M. Lamy. Cependant, certains problèmes demeurent, et les membres continueront de travailler intensément en prévision de la prochaine réunion du GNFE, qui se tiendra en juillet et au cours de laquelle le texte codifié sera actualisé.

M. Lamy a poursuivi en faisant rapport des activités qui se sont déroulées dans le cadre de plusieurs groupes de négociation. Dans le secteur de l'agriculture, il a déclaré que les 10 questions en suspens qui ont été dégagées par le précédent président demeurent des enjeux politiques clés et (...) devront être réglées avant que l'on puisse parvenir à un accord global. Le président du groupe de négociation sur l'agriculture, M. John Adank, projette de poursuivre des consultations avec les délégations sur un éventuel travail technique plus poussé sur les approches de récolte hâtive.

M. Lamy a cependant admis que la situation globale n'a pas beaucoup évolué depuis son rapport de février. Cependant, il a le sentiment que les membres souhaitent continuer d'examiner toutes les possibilités de trouver la prise nécessaire et essayer de réaliser des progrès tangibles le plus tôt possible. C'était également le sentiment qui a été exprimé au Mexique, où les ministres du Commerce du G-20 sont convenus de donner un nouvel élan au Programme de Doha pour le développement (PDD) et des tirer parti des secteurs présentant la possibilité d'une résolution rapide – notamment la facilitation des échanges – tout en intensifiant les efforts pour trouver des moyens et des approches créatifs pour sortir des impasses les plus critiques et fondamentales dans des secteurs particulièrement difficiles.

Groupe composé de diverses parties prenantes

On a également abordé le groupe d'experts composé de diverses parties prenantes de M. Lamy, qui définira l'avenir du commerce et analysera les régimes commerciaux actuels et futurs. Sur ce sujet, M. Lamy a insisté que ce qui émanera de ce groupe consultatif relèvera de sa propre responsabilité. Cet éclaircissement était en réponse à plusieurs membres (Argentine, Afrique du Sud) qui ont demandé que le rapport ne soit pas considéré comme un document de l'OMC.

On a demandé au groupe d'examiner les moteurs du commerce et de désigner les obstacles à l'accroissement du commerce; il se réunira le 16 mai, et de nouveau à l'automne, moment auquel les experts sont censés demander les points de vue des membres. On prévoit qu'un rapport sera déposé au début de 2013.

Réactions

Dans l'ensemble, personne ne s'est vraiment opposé au rapport de M. Lamy. La plupart des pays ont soutenu l'effort déployé pour conclure la facilitation des échanges cette année, ainsi que les enjeux énumérés comme récolte hâtive lors de la 8^e Conférence ministérielle (CM8), c.-à-d. les déclarations de dérogation à l'égard des services des PMA (pays les moins avancés), l'accession des PMA, entre autres enjeux.

Le Kenya a relevé que rien de tangible ne s'est fait jour depuis la fin de la CM8. Afin de sortir de l'impasse actuelle, les membres devraient se concentrer sur les résultats à portée de main (qui sont tous des enjeux des PMA), puis passer à d'autres questions qui sont riches en contenu de développement. Le Kenya a proposé que les pourparlers s'articulent autour de cinq secteurs, en l'occurrence les PMA, l'agriculture, la facilitation des échanges et les services et le développement, dans la perspective d'obtenir des résultats provisoires. L'Inde a fait observer que la facilitation des échanges doit être considérée comme faisant partie d'un ensemble global de négociations commerciales et a mis en garde contre une sélection de questions choisies hors de la recherche d'un ensemble pour le PDD.

L'UE et les États-Unis sont convenus qu'il s'impose de procéder par petites étapes. Cependant, de l'avis de l'UE, les progrès réalisés dans le cadre du PDD sont toujours lents. Les États-Unis, quant à eux, prétendent que la CM8 a été une réussite à deux égards – une évaluation honnête de l'état des négociations et la nécessité de revoir les approches. La Chine a relevé que, bien que la situation macroéconomique mondiale actuelle ne soit pas encourageante, le PDD devrait être conclu au plus vite, en accordant la priorité aux enjeux des PMA, notamment les questions des ADPIC, des services et de l'accession et en les concluant d'ici juillet 2012.

L'Australie a soutenu la nécessité de réaliser des avancées progressives et de faire progresser les enjeux des PMA, mais reste préoccupée que l'orientation de la CM8 fait défaut, particulièrement dans les secteurs de l'accès aux marchés, et a également signalé qu'il s'impose de réaliser des progrès en agriculture, car celle-ci continue de revêtir une importance cruciale pour l'ensemble du processus du PDD.

Le Club des petits déjeuners

La réunion des principaux ambassadeurs à Corfou n'a pas été mentionnée pendant la réunion du Conseil général, mais les fonctionnaires ont confirmé que les membres du Club des petits déjeuners, comme il est convenu de l'appeler, ont commencé une réflexion sur le PDD, entre autres questions, à Corfu dès le 3 mai. Les sources déclarent que le groupe, qui comprend les ambassadeurs des États-Unis, du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de l'Australie et du Canada, a débattu des questions liées à la récolte hâtive, notamment la nécessité d'accélérer le travail sur la facilitation des échanges. M. Lamy a assisté à la réunion de vendredi pour tenir une séance de travail d'une journée avec les ambassadeurs.

Prochains événements

- Négociations du TPP, 8-18 mai 2012, Dallas
- Groupe composé de diverses parties prenantes, 16 mai 2012, automne (à déterminer)
- Forum de l'OCDE, 22-24 mai 2012, Paris
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 4-5 juin 2012, Kazan
- Sommet du G-20, 18-19 juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 9-12 juillet 2012
- Conseil général de l'OMC, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 20-21 septembre, 14-15 novembre 2012
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada